



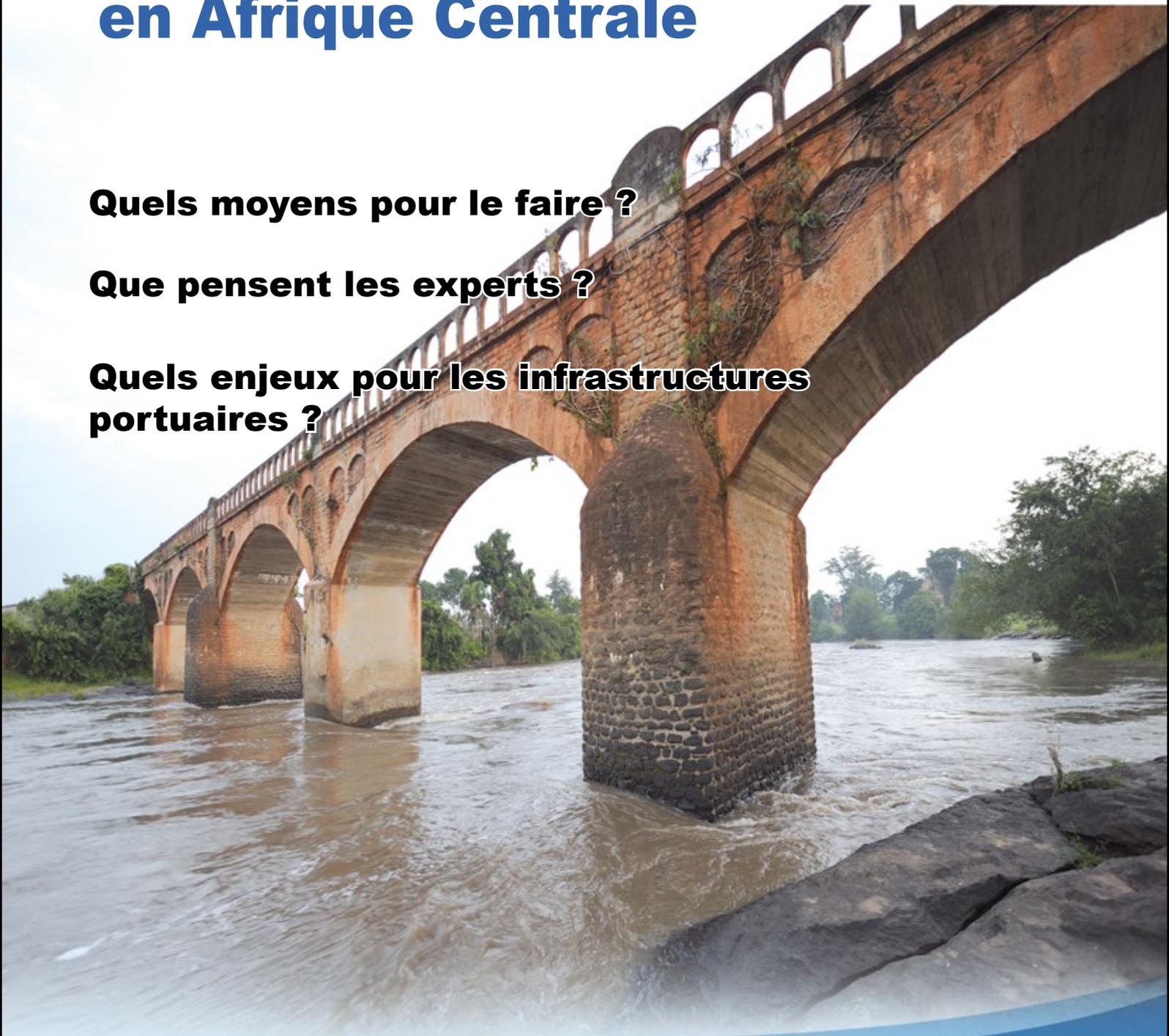
Commission Economique pour l'Afrique  
Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale  
CEA/BSR-AC

## Comment stimuler le commerce en Afrique Centrale

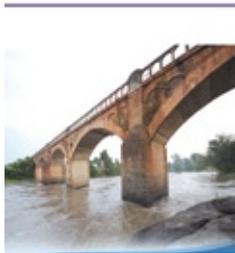
**Quels moyens pour le faire ?**

**Que pensent les experts ?**

**Quels enjeux pour les infrastructures portuaires ?**



# SOMMAIRE



## 3 Edito

**Vers une intégration  
fiable en Afrique centrale**

**4 Améliorer les mécanismes de  
financement de l'intégration  
régionale**

**5 Boosting Central Africa's  
sub-regional trade**

**6-7 Journées de l'intégration et  
préoccupations des partici-  
pants**

**9 Supprimer les obstacles  
qui entravent le commerce  
intra-régional**

**10 -11 Pour votre relecture**



**Trop de défis à relever dans le secteur des transports  
pour rendre les échanges commerciaux plus fluides  
en Afrique Centrale**

### **Publisher**

Fatoumata Sy Ba

### **Editor in chef**

Abel AKARA TICHA

### **Contributors**

Aboubacry Demba LOM

Amy TOURE

Bertrand TACHAGO

Ghitu - I - MUNDUNGUE

Isidore KAHOUI

Joseph BARICAKO

Laurent D'ARONCO GIUSSEPE

Lot TCHEEKO

Mamadou BAL

Sylvain MALIKO

Tidjani CHETIMA

### **Proofreaders**

Delphine FOGANG, Lucie MAFFO, Sylvie NGUIFFO

### **Design and Production**

Communication Unit, ECA/SRO-CA

**Collaboration pour cette édition:**

**Le journal Intégration**

[www.integrationafrica.org](http://www.integrationafrica.org)



### **Contacts**

B.P. 14935 Yaoundé - Cameroun

Tél: +237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56

Fax: +237 22 23 31 85

Web: [new.uneca.org/sro-ca-fr](http://new.uneca.org/sro-ca-fr)

Email: [sroca@uneca.org](mailto:sroca@uneca.org)



Par Fatoumata Sy Ba

L'intégration régionale exige des pays appartenant à une communauté économique de céder une partie de leur souveraineté à des entités régionales. En retour, ils en tirent collectivement et individuellement d'importants avantages. Les participants de la dernière édition des journées de l'intégration en Afrique Centrale tenues à Douala, au Cameroun, sous le thème « Commerce sous régional et Développement des Infrastructures de Transport en Afrique Centrale » en sont convaincus. Les débats francs de ce forum ont abouti à des recommandations concrètes destinées aux Etats

## La volonté politique – un pas vers une intégration fiable en Afrique centrale

de l'Afrique centrale et au secteur privé afin d'accroître les échanges commerciaux intracommunautaires. Ces recommandations peuvent être classées en deux groupes :

Les recommandations relatives au développement des infrastructures de transport et l'amélioration du climat des affaires dans la sous-région. Parmi elles sont la création

sous-région d'opérationnaliser les fonds communautaires que sont la CCI (Contribution Communautaire de l'intégration) de la CEEAC et la TCI (Taxe Communautaire d'Intégration) de la CEMAC et d'intégrer les dispositions communautaires y relatives dans leurs lois des finances.

La mise en œuvre de ces recommandations nécessite une volonté politique affirmée de tous les Etats membres de la sous-région qui doivent faire face à de nombreux autres défis. L'intégration des pays de la sous-région est plus que jamais nécessaire afin de réaliser des économies d'échelle, d'élargir les marchés, de multiplier les opportunités d'échanges et d'investissement, et d'éviter leur marginalisation dans le contexte de la mondialisation.

### Les débats francs de ce forum ont abouti à des recommandations concrètes

et l'opérationnalisation des fonds souverains et l'harmonisation du droit des affaires dans les pays membres.

Les recommandations relatives au financement des instruments et mécanismes de l'intégration. Il a ainsi été demandé aux Etats de la

**After loading, what next?  
Difficult sub-regional roads!**



## Améliorer les mécanismes de financement de l'intégration régionale pour stimuler le commerce sous-régional en Afrique centrale

Les experts qui ont pris part à la deuxième édition des « Journées de l'Intégration en Afrique Centrale », du 31 mai au 1 juin 2012 à Douala ont clairement recommandé aux Etats d'Afrique Centrale de promouvoir le commerce sous régional à travers le financement de l'Intégration et des infrastructures. Ils doivent également soutenir le processus de rationalisation des CER en Afrique centrale en cours.

Plus spécifiquement, les participants ont formulé une douzaine de recommandations générales parmi lesquelles, l'opérationnalisation des fonds communautaires, à savoir la CCI (Contribution Communautaire de l'intégration) et à la TCI (Taxe Communautaire d'Intégration) et la transcription des dispositions communautaires relatives à ces deux mécanismes dans les lois des finances nationales. Les Etats doivent aussi envisager la création et l'opérationnalisation de fonds souverains pour financer le développement des infrastructures de transport tout en améliorant le climat des affaires, notamment par l'harmonisation du droit des affaires et le renforcement des capacités des juges consulaires, des cours d'arbitrage et la mise en place de guichets uniques des opérations du commerce extérieur.

**Souvenir d'une famille qui pense que l'Afrique Centrale peut mieux faire en infrastructures de transport**



En ce qui concerne le financement des infrastructures et du commerce dans la sous-région, les experts ont préconisé l'amélioration de la Gouvernance des industries extractives et leur participation au financement, la création des Fonds d'Entretien Routiers de « deuxième génération » dans tous les Etats-membres pour assurer la pérennité des investissements dans les transports et la mise en place de lignes de crédit à taux bonifié dans les banques commerciales de la sous région. Ils ont aussi demandé aux gouvernements des Etats membres de créer des fonds de garantie pour soutenir les PME-PMI et ont invité les entreprises à faire agréer leurs produits auprès de la CEMAC et de la CEEAC pour bénéficier de la préférence régionale.

### Les propos liminaires

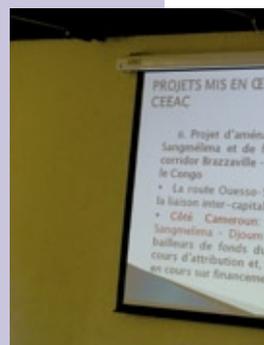
Lors de la cérémonie d'ouverture de cette deuxième édition des journées de l'intégration en Afrique centrale, Monsieur Jacques Fritz Djocki Kingue, représentant le Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun, a remercié la CEA/BSR-AC pour avoir organisé cette rencontre qui offre aux participants, l'opportunité de réfléchir sur les stratégies de renforcement de l'intégration régionale en Afrique centrale à travers la stimulation du commerce et le développement des infrastructures de transport. Il a également remercié les autres partenaires au développement pour leur appui au gouvernement camerounais dans ses efforts de développement.

Dans son allocution, le Représentant Résident de la BAD (Banque Africaine de

Développement) au Cameroun, Monsieur Racine Kane, après avoir souligné la pertinence de la thématique du forum, a indiqué que son institution attachait une grande importance au processus d'intégration sous-régionale qu'elle compte accompagner à travers sa stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique Centrale. Il a également rappelé que la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Africaine a confié à la BAD le rôle de chef de file des bailleurs de fonds pour le financement des infrastructures.

Pour sa part, M. Guillaume Vessah, représentant le Secrétaire Général de la CEEAC, a relevé les efforts fournis par la sous-région dans le domaine des infrastructures de transport grâce aux efforts des Etats et des partenaires au développement. Il a formulé le vœu que le forum propose des mesures adéquates pour améliorer le commerce sous-régional et développer les infrastructures de transport en Afrique Centrale.

Quant à la Directrice de la CEA/BSR/AC, Mme Fatoumata Sy Ba, elle a remercié le gouvernement camerounais pour l'appui constant qu'il ne cesse d'apporter au Bureau dans l'exécution de son mandat. « L'Afrique centrale n'a plus de temps à perdre pour mettre en œuvre les engagements de ses Chefs d'Etat pour son intégration efficace », a-t-elle souligné à la fin des travaux. Elle a aussi indiqué que l'Afrique centrale est dotée d'énormes ressources naturelles et humaines et que c'était le moment propice d'en profiter pour la construction des infrastructures de transport nécessaires pour un commerce florissant entre ses Etats membres.



## Better financing mechanisms will boost Central Africa's sub-regional trade - experts

Experts who participated in the second edition of “the Central Africa Integration Days”, from 31 May to 1 June 2012, in Douala, Cameroon, clearly urged Central African states to do more to stimulate sub-regional trade. They asked member states concerned to quicken the mainstreaming of regional economic communities (RECs) while funding instruments of integration and trade infrastructure in the sub-region.

The Douala forum, organized by the Sub-regional Office for Central Africa of the UN Economic Commission for Africa (ECA/SRO-CA) ended with a dozen main recommendations for the attention of member states and the private sector. First, states in the sub-region were urged to operationalize the two major funds for integration activities within CEMAC and EC-CAS (the Contribution Communautaire de l'Intégration and the Taxe Communautaire d'Intégration) by direct central-bank debiting and the clear inclusion of such a clause in each member state's finance laws. These states were also called upon to establish special transport infrastructural development funds and

improve their investment climate. The experts said this could be done especially through the harmonization of busi-

ness laws across the sub-region, the training of consular judicial personnel and their colleagues of arbitration courts as well the promotion the idea of one-stop shops for foreign trade and the creation enterprises.

Regarding the financing of infrastructure and trade in the sub region, the experts recommended improved governance of extractive industries and their contribution to funding mechanisms as well as the creation of “second generation” road maintenance funds in all member states to ensure the sustainability of transport investment within the sub region. The forum's participants also called on commercial banks to establish low-interest credit lines to help finance intra-regional trade. They further urged governments in the sub-region to create national guarantee funds to support SMEs while calling on companies to certify their products with the concerned structures of CEMAC and ECCAS in other to benefit from preferential trade treatment within the region.

### Official statements

Several speakers officially addressed the forum. They included Mr. Jacques Djocki Kingue Fritz, who represented Cameroon's Minister of Economy, Planning and Regional Development; the Resident Representative of ADB in Cameroon, Mr. Racine Kane; Mr. William Vessah – who represented the Secretary General of ECCAS and the Director of ECA/SRO-CA, Ms Fatoumata Sy Ba. The

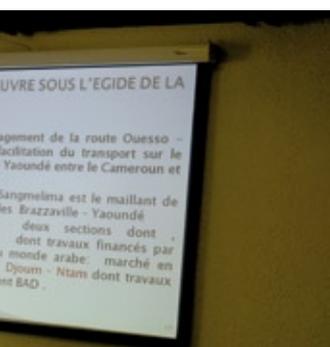


Participants busied their way toward solutions to Central Africa's trade hurdles caused by inadequate infrastructure

latter thanked the Cameroonian government for the constant support it gives ECA/SRO-CA in the discharge of its mandate. She said Central Africa should take advantage of its enormous natural and human resources to bring about the construction of the transport infrastructure necessary for a burgeoning intra-regional trade.

### Level of participation

Over 80 persons from nine member states of the Central African sub-region, representatives of fifteen international organizations and experts working in the various corridors of the African continent took part in the Douala forum.



## Les préoccupations des participants sur la mise en



**Anne Marie T. Nyemb, Présidente des deuxièmes journées de l'Intégration**  
« Les échanges se sont faits de manière conviviale et chacun a apporté sa contribution »

« Les communications avaient trait au développement des infrastructures en Afrique centrale. Nous comprenons tous la nécessité de disposer de routes en bon état pour faciliter la circulation des produits. Plusieurs projets ont été identifiés dans Plan Directeur consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) qui constitue le cadre communautaire pour la mise en place d'infrastructures intégrées en Afrique centrale. Cependant, la mise en place de ce plan n'a pas contribué de façon significative au développement des infrastructures en Afrique centrale. Le mauvais état

des routes entrave la libre circulation des produits et renchérit leur. Les journées ont permis aux participants d'explorer les voies et moyens pour doter l'Afrique Centrale d'infrastructures modernes, adaptées et sûres pour accroître le commerce intracommunautaire. Au cours de ces assises, les échanges se sont faits de manière conviviale, participative, et chacun a apporté sa contribution».



**Massimo Diomedi Camassei, l'UE au Cameroun**

« Un accord de partenariat économique entre l'Ue et l'Afrique centrale boostera l'Intégration régionale »

« Comme je l'ai dit en session, ces genres de réunions sont, à mon avis, très utiles. Premièrement, je voudrais me féliciter pour l'organisation de la réunion avec le Bureau sous-régional [pour l'Afrique Centrale de la CEA]. Ceci permet de progresser dans la compréhension de la complexité de l'intégration régionale. Pour discuter de ces sujets, c'est compliqué. Je disais aussi que l'intégration régionale est un processus très complexe. En Europe, on est jusqu'aujourd'hui dans la région la plus avancée du point

de vue de l'intégration. Mais ceci a commencé à la fin de la deuxième guerre mondiale. Donc après une tragédie, cela nous a pris plus de soixante ans pour arriver où nous sommes aujourd'hui. En Afrique centrale, il y a encore beaucoup d'entraves dans l'intégration régionale mais il y a aussi à mon avis beaucoup de volonté. Il faut bien sûr la volonté politique. L'intégration signifie déléguer une partie de sa propre souveraineté à une entité régionale. Mais les textes, les mécanismes sont là. Ils doivent être emménagés au besoin de la globalisation des échanges d'aujourd'hui. L'Union européenne est un partenaire qui soutient avec beaucoup de conviction l'intégration régionale Afrique centrale. Nous sommes partenaires, nous finançons beaucoup de mesures d'accompagnement de cette intégration. Nous avons proposé l'accord de partenariat économique. Nous croyons que le processus de l'intégration régionale accélèra. Je reste optimiste pour l'Afrique centrale et souhaite que les négociations pour un partenariat économique aboutissent. »



**M. Libata Eustache - Attaché aux Transports de Surface Ministère des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande, Congo**

« Il faut progresser vers les objectifs de facilitation et de l'intégration »

« Les gens ont fait des observations et des amendements. Le Plan Directeur Consensuel des Transports qui a été adopté en janvier 2004, a en définit les corridors. Ils y a des difficultés – que ce soit structurelles dans le point de la réglementation ou dans le point de vue de financement à réaliser les objectifs fixés par le PDCT- AC. Mais comme on a fait l'évaluation dans les documents, il y a déjà une mise en œuvre qui est en cours. Donc cela va progresser moins.

Il faut pouvoir progresser vers les objectifs de facilitation et de l'intégration. »

## œuvre des recommandations du forum



### *M. Vessah Guillaume, Expert en Douane - CEEAC*

« Il faut que tous les Etats participent aux journées de l'Intégration »  
 « Les journées de l'intégration c'est pour la vie de la communauté. Nous nous réjouissons de la contribution de la CEEAC et de la CEA pour pouvoir faire avancer ce processus. L'adhésion de tous les Etats est très importante pour ces journées de l'intégration. Nous travaillons sur la facilitation des transports dans la région. Il y a des éléments très importants qu'on doit essayer de voir ensemble. Et tant que tout le monde ne participe pas à la réalisation de cet objectif, ce ne sera pas évident. »



### *Jean Chrios Moukala – Ministère du Commerce et des Approvisionnements*

« Ce qui manque, c'est la mise en pratique des résultats de ces différents ateliers »

« Nous faisons des propositions en tenant compte de la problématique qui nous intéresse. Aujourd'hui, nous faisons les propositions dans le sens d'amender le rapport qui nous a été proposé. Afin de passer de la théorie aux actes. Parce qu'on sait qu'au niveau de la sous-région, ce ne sont pas des dispositifs institutionnels qui manquent. Ce ne sont pas des colloques qui manquent. Ce ne sont pas des ateliers qui manquent non plus. Mais ce

qui manque, c'est la mise en pratique des résultats de ces différents ateliers. Ce qu'on attend de nous, c'est d'apporter des contributions et surtout les peser pour qu'elles deviennent opérationnelles. Pour mieux vivre dans la sous-région et justement développer les échanges entre différents pays de la zone. »



### *Carine Toukam, Banque Mondiale*

« Il faut adopter comme l'organisation mondiale du commerce, l'infrastructure, la réglementation et enfin la communication »

« On a adopté pas mal de points. Je me résume pour parler des corridors et des facilitations en disant qu'on doit adopter trois actions selon l'organisation mondiale du commerce qui sont : l'infrastructure, la réglementation et enfin la communication. Nous avons trouvé que la réunion s'est bien déroulée. On a bien débattu sur plusieurs points. Chaque participant et parties prenantes ont donné leur point de vue. Il reste la mise en œuvre et en application. J'étais là en tant que consultante à la banque mondiale,

j'ai apporté une contribution dans l'aspect facilitation des transports, c'est mon domaine au niveau de l'institution. Les conditions dans la sous-région peuvent s'améliorer dans le cas où après ces réunions, une sensibilisation est faite aux acteurs de transport et que les mesures prises soient mises en œuvre. Le tout ne suffit pas seulement de les prendre mais de les mettre en application. »



### *Christophe Bruyas, West Africa Trade Hub*

« Je partage les expériences de l'Afrique de l'Ouest »

Je viens de l'Afrique de l'Ouest. Donc, je donne l'expérience de l'Afrique de l'Ouest. Les initiatives, les succès... et les perspectives d'avenir. Ce que je peux proposer d'après les suggestions qui reviennent, c'est qu'on implique le secteur privé qui a intérêt pour qu'il y ait un changement. Parce que le secteur public est lent en général et la motivation moindre. Le privé a des intérêts économiques très concrets pour que la situation s'améliore. Donc, il faut qu'on les implique directement dans le plaidoyer. C'est ce qu'on essaie de faire en Afrique de l'ouest».

## What a bridge over the Congo River can do for the trans-African Highway project



The Central African Consensual Transport master Plan (PDTC-AC) was developed to boost up railways, roads and water transport infrastructure around the Great lakes Areas and pave the way for the linking of ECCAS capitals by tarred roads before 2010. ECCAS and SADC want to jointly implement the Brazzaville-Kinshasa Rail/Road Bridge project.

When completed, this bridge would link the two capital cities of Brazzaville (Republic of Congo) and Kinshasa (Democratic Republic of the Congo), across the Congo River. The bridge will complete a missing link of the Trans-African Highway: Tripoli-Windhoek-Cape Town and a rail link for Pointe Noire-South Eastern Africa railway network. Consequently, it will promote regional integration and economic development in both countries, and will also serve as an inter-state and sub-regional trans-African link.

## Les Etats de l'Afrique Centrale appelés à supprimer les obstacles qui entravent le commerce intra-régional

Répondant à l'invitation du CEA/BSR-AC, des experts en transport et en commerce des neuf pays membres de l'Afrique centrale, des Communautés Economiques Régionales (CER) de l'Afrique centrale ainsi que de plusieurs organisations partenaires ont pris part à la réunion ad hoc d'experts sur « l'Evaluation du Commerce et la Facilitation du Transport le Long des Corridors en Afrique centrale » organisé par la CEA/BSR-AC les 29 et 30 mai 2012 à Douala au Cameroun. A l'issue de cette Réunion, les experts ont formulé plusieurs recommandations à l'endroit des Etats membres et des CER de la région :

Aux Etats membres de la sous-région, les experts ont préconisé l'harmonisation des politiques industrielles pour promouvoir la complémentarité des économies, ainsi que l'élargissement de l'interconnexion des systèmes informatiques des administrations des douanes à tous les Etats membres de la CEEAC. Ils leur ont également recommandé d'appliquer intégralement les textes communautaires régissant le commerce et la libre circulation des personnes et des biens, d'harmoniser les procédures, de procéder au reversement intégral des taxes communautaires recouvrées (TCI, CCI) et de mettre en place un observatoire de la gouvernance routière le long des principaux axes inter Etats en commençant par les



deux corridors pilotes Douala-Bangui et Douala-N'Djaména.

Aux CER, notamment la CEEAC et le CEMAC, les experts ont recommandé de tenir compte du commerce informel transfrontalier dans leurs analyses relatives au commerce intracommunautaire; de promouvoir l'information commerciale sur l'offre des produits existants à l'instar de ce qui se pratique en Afrique de l'ouest, en vulgarisant l'information sur les bonnes pratiques auprès de tous les acteurs impliqués dans le commerce le long des corridors en Afrique Centrale ; réactiver la chambre communautaire de compensation ; harmoniser et assister les pays dans la mise en œuvre des textes relatifs au contrôle du poids total en charge, du gabarit et de la charge à l'essieu des véhicules lourds ; étendre le code de la route CEMAC aux autres Etats membres de la CEEAC ; et renforcer les mécanismes de suivi-évaluation des décisions communautaires.

Un conseil important qu'ils ont donné aux Etats membres de l'Afrique centrale : « Harmonisez vos politiques industrielles. »

### Les propos liminaires

Dans son allocution d'ouverture des travaux, prononcée au nom du Ministre du Commerce du Cameroun, M. Félix FOTSO, Conseiller Technique N°1 dans ce Ministère a d'abord exprimé ses remerciements à l'endroit de la CEA pour avoir organisé cette réunion et pour son rôle dans la promotion de l'intégration régionale. Il a ensuite souligné la nécessité de promouvoir le commerce intra-Africain à travers la suppression progressive des barrières tarifaires et non tarifaires au sein du continent.

Pour sa part, Mme Fatoumata SY BA, Directrice de la CEA/BSR-AC a exprimé sa reconnaissance envers les autorités de la République du Cameroun pour l'intérêt qu'ils ont toujours porté aux activités de la CEA et a remercié tous les participants et organisations partenaires pour leur engagement à soutenir le processus d'intégration régionale en l'Afrique centrale.

### L'insuffisance et le mauvais état des infrastructures de transport en Afrique centrale : le cas des infrastructures portuaires

*Le développement et l'intégration des infrastructures routières, ferroviaires, aériennes et maritimes constituent un pilier important pour la facilitation du commerce entre les pays d'Afrique en général et ceux d'Afrique Centrale en particulier. Lors de la dernière édition des Journées de l'Intégration en Afrique centrale, les experts se sont penchés sur les difficultés rencontrées par les opérateurs économiques qui transportent des marchandises le long des corridors de la sous-région qui relient les pays côtiers aux pays de l'hinterland. Ils ont souligné que l'Afrique centrale est la région du continent la moins dotée en infrastructures de transport et celle où les procédures de dédouanement des marchandises sont les plus longues. Cet état des choses entrave davantage le commerce sous-régional. Pour en savoir plus, « Echos d'Afrique Centrale » vous fait revisiter le dernier rapport continental de la CEA sur l'intégration, intitulé « État de l'intégration régionale en Afrique IV ». Ici, on focalise sur la performance d'un sous-secteur qui joue le rôle prépondérant de réception des marchandises importées de l'extérieur pour redistribution dans la sous-région.*

Les ports maritimes sont des débouchés essentiels pour le commerce international tant des pays côtiers que des pays sans littoral. Le transport maritime possède un avantage important en matière de coûts par rapport au transport par terre en ce qui concerne les marchandises solides ou sous forme liquide en vrac ou conteneurisées.

Plus de 90 % du commerce international transite par les ports. Le transport maritime domine nettement en Afrique, car il assure 92 à 97 % du commerce international du continent. Toutefois, le mauvais entretien de l'infrastructure portuaire et une gestion inefficace demeurent des obstacles au développement du commerce africain. Disposant d'un littoral de 30 725 km, l'Afrique, dont six pays sont insulaires et 15 sans littoral, compte 90 ports importants par lesquels transitent plus de 95 % de ses importations et exportations internationales. Parmi les principaux ports africains, qui assurent au total 6 % seulement du trafic mondial, six, dont trois en Égypte et trois en Afrique du Sud absorbent environ 50 % du trafic de conteneurs en Afrique.

Dans son étude portant sur 73 ports

en Afrique subsaharienne, L'Africa Infrastructure Country Diagnostic, a relevé l'insuffisance des capacités portuaires et le manque de réformes institutionnelles comme étant les deux grands problèmes à résoudre sans attendre, si l'on veut que les ports africains contribuent efficacement au développement du commerce international de l'Afrique. La productivité moyenne des ports africains représenterait environ 30 % de la norme internationale en ce domaine.

L'inefficacité de la gestion des ports et le mauvais entretien d'un équipement souvent insuffisant sont responsables de cette faible productivité.

Un indicateur important des résultats des activités portuaires est le temps de séjour des navires au port. Selon des études menées conjointement par l'UA et le NEPAD, le temps de séjour dans certains des principaux ports africains est en moyenne de 11 jours environ, soit trois fois le temps de séjour moyen dans les ports d'autres régions en développement. Les ports de Douala en Afrique centrale, de Dar es-Salaam en Afrique de l'Est, de Beira et de Maputo en Afrique australe et de la Guinée en Afrique de l'Ouest sont ceux où le temps de

séjour est le plus long. Les temps de séjour dans certains des principaux ports d'Afrique sont indiqués au tableau 6.2.

Vu cette situation, le Rapport souligne que nombre de faits montrent qu'une meilleure facilitation du commerce par les infrastructures portuaires et maritimes entre autres peut

*-Abaisser sensiblement les coûts commerciaux, en particulier et réduire les temps d'attente et les retards;*

*-Donner lieu à des augmentations du volume du commerce, des exportations et des importations, qui peuvent être encore plus importants que celles obtenues directement grâce à des réformes commerciales;*

*-Faire augmenter les recettes publiques et l'efficacité de la perception des recettes;*

*-Contribuer de manière générale à l'amélioration du niveau de vie et à la croissance économique.*

## Temps de séjour dans les principaux ports et corridors d'Afrique subsaharienne

### Tableau 6.3

#### Temps de séjour dans les principaux ports de corridors d'Afrique subsaharienne

Sous- régions/Ports	Temps de séjour (en jours)
Afrique centrale	
Douala	19
Gabon	15
Congo DRC	6
Afrique de l'Est	
Djibouti	10
Mombasa	12
Dar es Salaam	15
Afrique australe	
Durban	5
Beira	10
Maputo	10
Afrique de l'Ouest	
Banjul	5
Conakry	15
Dakar	9

Source: Étude du NEPAD-MLTSF, 2004.

ECA/SRO-CA and the UN, Delivering as One!



# This bank was robbed

Because a bank manager embezzled millions of dollars each year, leaving many people without pensions.

Act against Corruption. Promote  
**economic development.**